

le bulletin

FÉVRIER 1988

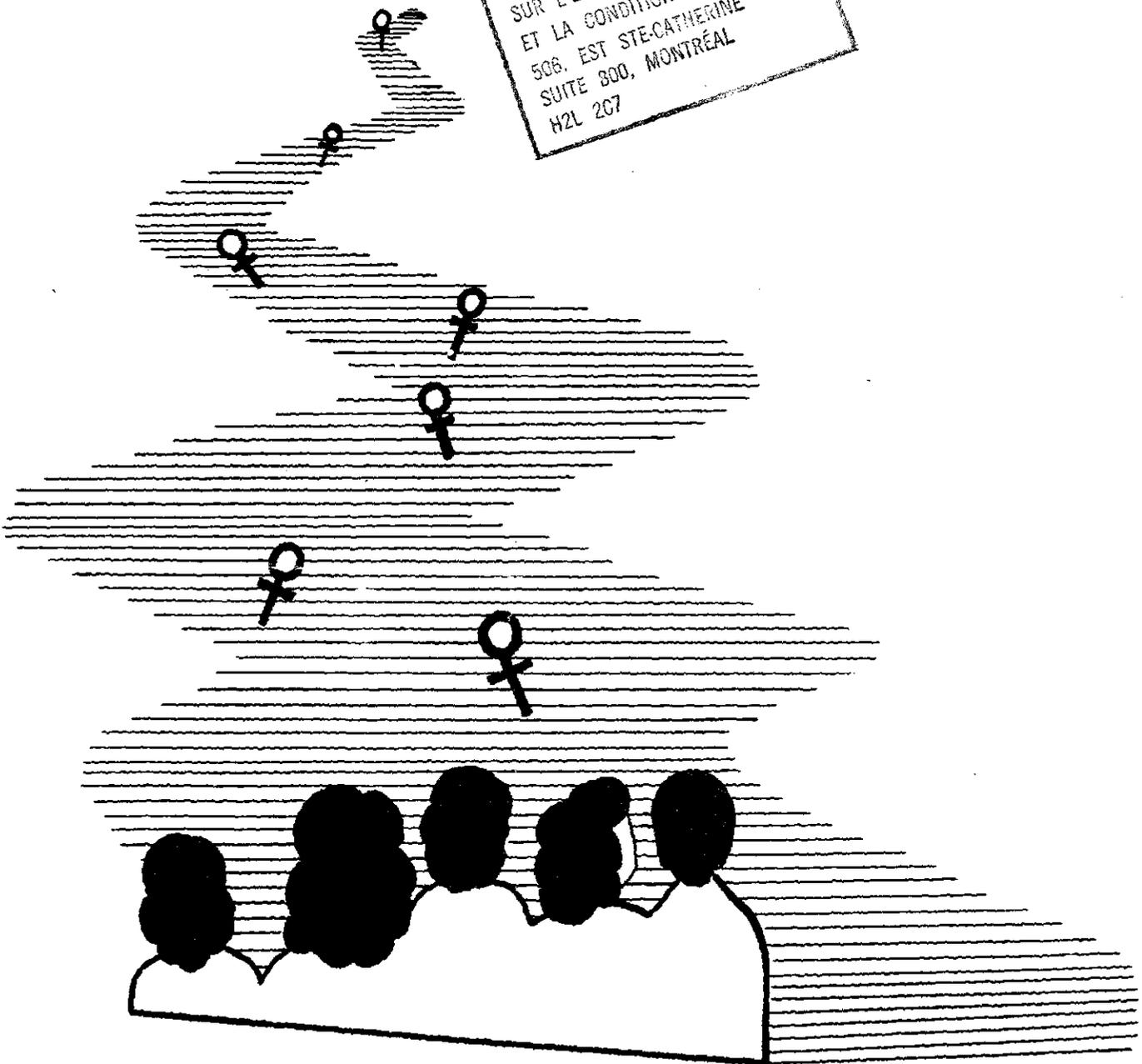
Volume 5 numéro 1



Avec toi,

ÇA PEUT CHANGER!

CENTRE DE RECHERCHE ET D'ÉDUCATION
SUR L'ÉDUCATION DES FEMMES
ET LA CONDITION FÉMININE
508, EST STE-CATHERINE
SUITE 800, MONTRÉAL
H2L 2C7



AVEC TOI, ÇA PEUT CHANGER!

Voilà donc le thème de la campagne nationale de recrutement qu'organise le RNAEF. Elle sera lancée simultanément, dans toutes les provinces, et ce à partir du 15 février '88. Nous espérons qu'elle saura inciter nombre de femmes à rejoindre les rangs de notre organisme. Que ce soit pour travailler directement à des dossiers particuliers ou pour nous manifester votre appui, le RNAEF sera heureux de vous accueillir!

Quelle belle façon de débiter une nouvelle année... '87 fait déjà partie de l'histoire et demeurera l'année-charnière qui a vu le RNAEF tenir sa première assemblée générale annuelle et se doter d'une structure claire et efficace. De même, le Comité national et le Comité exécutif ont effectué un travail énorme autant au niveau de la gestion humaine que financière. Ces efforts ont contribué à faire de l'année qui se termine, un point tournant de l'évolution du RNAEF. A consolider le présent, on bâtit l'avenir. Et, c'est dans cette perspective positive que les bénévoles et le personnel du Réseau entreprennent l'année '88.

Le présent bulletin vous donnera un aperçu des différents dossiers qu'ont priorisés les membres soit: le recrutement, la reconnaissance des acquis, l'alphabetisation et l'étude de profil de la femme canadienne et francophone au niveau de l'éducation. De plus, des nouvelles des différents comités, du bureau national et certaines collaborations fort intéressantes de la part de nos représentantes qui ont participé à diverses conférences.

Nous vous souhaitons une année remplie d'harmonie et de paix et espérons que la lecture soit stimulante!

Les personnes-contacts

COMITE EXECUTIF:

CHANTAL ST-PIERRE
Présidente et responsable du dossier
sur l'étude de la femme francophone
et l'éducation au Canada
8931 149e rue
Edmonton, Alberta
TSR 0T9
(403) 483-1622

CATHERINE PICARD
Responsable aux finances
38, Promenade Marion
Sherwood Park, Alberta
T8A 0M1
(403) 423-1580 (bur.)

CECILIA GAUDET
Présidente sortante et Responsable
au dossier de l'alphabetisation
Télé-Université
214, rue St-Sacrement
Québec, Québec
G1N 4M6
(418) 848-3340 (bur.)

THERESE MARTEL-SMITH
Responsable à l'administration
1133, Croissant Château
Orléans, Ontario
K1C 2C9
(613) 837-4361 (bur.)

BRIGITTE JACQUES
Consult-Action
170, Hotel de Ville
6-140 6e étage
Hull, Québec
(819) 770-1328

MARIE-PAULE MASSIERA
Responsable au recrutement
11 McArthur
Moncton, Nouveau-Brunswick
E1C 2L7
(506) 857-0540 532-2431 (bur.)

COMITE NATIONAL:

JACYNTHÉ GUINDON-Ontario
218-44, rue Jackes
Toronto, Ontario
M4T 1E5
(416) 963-1125 (bur.)

JOHANNE ISABEL-Québec
42, Place LaSalle
Baie-Comeau, Québec
G4Z 1K3
(418) 296-6388 (bur.)

JEANNE D'ARC GAUDET-N.-B.
Centre Universitaire de
Shippagan
Shippagan, N.-B.
EOB 2P0
(506) 336-4761 (bur.)

EVELYNE HUBERT-Alberta
50, Croissant Meirose
Sherwood Park, Alberta
T8V 3V1
(403) 464-2735 (rés.)

ELAINE LEBLANC-N.-E.
B.P. 103
Pointe-de-l'Eglise
Nouvelle-Ecosse
B0W 2H0
(902) 769-2114 (bur.)

MARIA RICHARD-I.-P.-E.
R.R. 2
Wellington, I.-P.-E.
COB 2E0
(902) 854-2858

BUREAU NATIONAL:

Directrice nationale: Paulette Thériault
Secrétaire administrative: Constance Soudreault
Adjointe à la secrétaire: Katie Hamilton
Agente à l'information: Claire Mazuhelli

Numéros: (613) 741-9978
741-9981

Les comités du RNAEF

LE COMITE EXECUTIF

Le comité exécutif a accompli un travail énorme depuis le début de son mandat. Le texte qui suit, se veut un survol des activités de ce comité.

En plus de superviser les dossiers spécifiques priorisés par les membres du RNAEF lors de la première assemblée générale annuelle, le comité exécutif s'est attaché au budget global, à la gestion interne, à la planification.

Chantal St-Pierre, présidente du RNAEF a supervisé le comité responsable de l'étude de profil sur la femme francophone et l'éducation au pays. Il s'agit d'un projet à long terme qui exige une excellente planification. De plus, Chantal a collaboré à la préparation des réunions du comité exécutif et du comité national. Elle s'est tenue au fait des développements dans tous les dossiers importants, a représenté l'organisme auprès des média et des bailleurs de fonds. Bref, un travail presque quotidien! Nous voulons profiter de l'occasion pour féliciter Chantal qui a donné naissance à une petite fille, le 24 décembre dernier...Une future recrue pour le Réseau!

Catherine Picard, responsable aux finances, a travaillé à superviser la tenue de livre, à clarifier la situation financière en offrant son expertise lors de la lecture des budgets, ce qui n'est pas une mince tâche; cette prise en charge a permise aux membres d'être saisis de la situation et de prendre des décisions en connaissance de cause, en vue des argents disponibles.

Thérèse Martel-Smith, responsable à l'administration, a quant à elle, révisé toute la gestion interne, des descriptions de tâches, aux besoins en ressources humaines. Elle a effectué ce travail en collaboration avec le personnel du bureau et a présenté clairement la situation actuelle aux membres du comité.

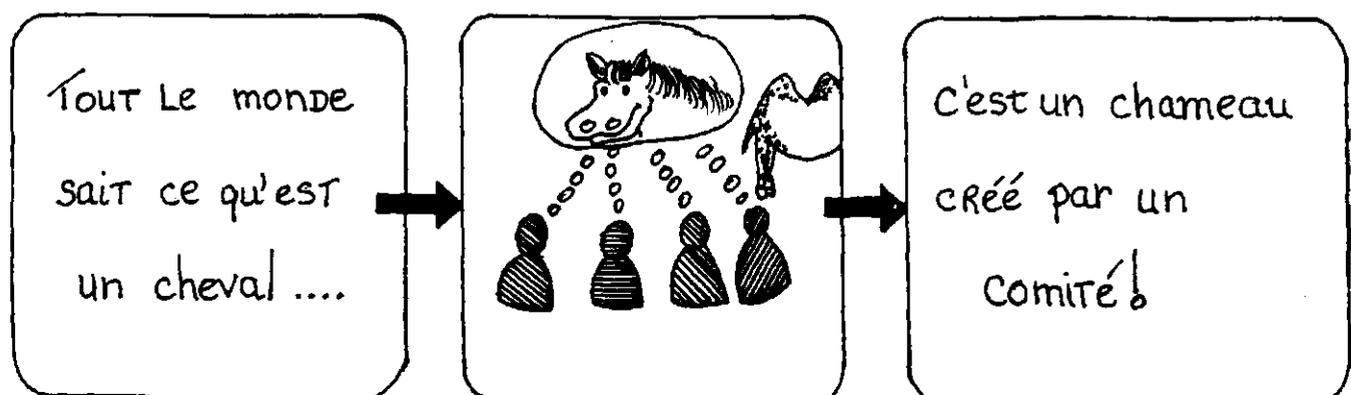
Marie-Paule Massiera, responsable au recrutement, a supervisé la production d'une trousse d'information maintenant disponible au RNAEF et dans les provinces. Elle a de plus, collaboré à l'organisation d'un atelier sur le recrutement, offert aux membres du comité national en novembre '87. Les provinces sont maintenant prêtes à débiter leur campagne de recrutement à la mi-février, campagne pour laquelle, chaque responsable a fixé un objectif.

Cécilia Gaudet, responsable au dossier alphabétisation, travaille avec un comité qui tente présentement de se donner des moyens d'obtenir un portrait global de la situation pour les femmes francophones du pays. Cécilia Gaudet a représenté le Réseau lors d'une conférence internationale sur l'alphabétisation à Toronto et vous pouvez lire ses réactions et commentaires en page .

Lyne Godmaire, responsable au dossier reconnaissance des acquis, a uni ses efforts aux femmes du Québec, où les développements semblent être les plus avancés. Elles sont à effectuer une recherche sur les démarches entreprises et celles qu'il reste à faire, quant à la reconnaissance des acquis. Ce thème a également été privilégié par les femmes du Nouveau-Brunswick, pour un colloque qui sera organisé parallèlement à l'assemblée annuelle du RNAEF au mois de mai à Moncton. Lyne Godmaire a été remplacée par Brigitte Jacques, qui continuera le travail entamé.

La prochaine réunion du comité exécutif aura lieu à Ottawa les 20 et 21 février. Tous les dossiers y seront alors discutés, de même que les questions qui concernent la gestion et l'administration. L'organisation de l'assemblée générale annuelle sera également à l'ordre du jour puisque le comité exécutif est chargé de cette tâche. A ce sujet, nous aimerions rappeler aux membres que les statuts et règlements seront à l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle, dans la mesure où vous voudriez apporter des recommandations, des changements aux présents statuts...Veuillez faire parvenir vos recommandations aux membres des comités ou au bureau national et ce, le plus tôt possible.

Voilà donc un résumé succinct des efforts déployés par les membres du comité exécutif; le RNAEF profite grandement des longues heures que consacrent ces personnes en s'impliquant à fond au travail du Réseau. En s'attaquant à des tâches telle la gestion humaine et financière, le comité exécutif pave la voie du prochain comité qui ne pourra que bénéficier d'une situation claire et d'une planification bien élaborée.



La dernière réunion du comité national du RNAEF avait lieu à Ottawa, les 21 et 22 novembre derniers. Les réunions du comité national servent beaucoup à faire circuler l'information. Chaque membre du comité exécutif fait rapport des développements quant aux dossiers ou domaine duquel elle est responsable. De plus, chaque représentante régionale et provinciale fait état de la situation d'AEF dans sa région respective. Cet aspect est sans aucun doute le plus intéressant et utile car les membres peuvent échanger des idées, des suggestions quant à la façon de contourner ou de régler les problèmes qui peuvent rendre difficile l'implantation d'un réseau dans une région donnée. Il est fascinant de connaître mieux les diverses régions de notre pays, la situation des femmes dans ces endroits et ce, par la bouche des femmes qui y habitent.

Les membres du RNAEF avaient pris la décision de faire des réunions du comité national, des occasions de formation pour les femmes qui y assistaient. La dernière réunion a donc été utilisée pour présenter un atelier sur le recrutement dont Rachel Gaudreau fut l'animatrice. Cet atelier avait lieu, parce que les membres avaient fait du recrutement une priorité. Il a été fort utile; à partir des facteurs motivants et démotivants pour des bénévoles, les membres ont pu se rendre compte de la diversité des raisons qui font que les femmes s'impliquent ou non dans un organisme. Il est impossible de faire un recrutement efficace sans tenir compte de ces facteurs. Les membres des régions se sont fixées des objectifs de recrutement et ont discuté des moyens les plus efficaces de rejoindre les gens. Bref, un atelier très intéressant, qui a constitué pour certaines une "révision", pour d'autres d'une acquisition de nouvelles connaissances. A quelques jours du début "officiel" de la campagne de recrutement nationale du RNAEF, il ne fait aucun doute que les membres du comité national et les employées trouveront très utiles les renseignements obtenus lors de cet atelier.



Nouvelles du bureau

C'est avec enthousiasme que les employées du bureau national ont repris le collier en cette nouvelle année! Plusieurs projets sont en marche et cela s'avère stimulant pour toutes. Qu'il s'agisse des demandes de subvention, de la préparation des états financiers, de la préparation des réunions; ces aspects font partie du travail presque quotidien des employées. De plus, le lancement de la campagne de recrutement se traduit par l'implication des employées; rédaction de communiqués, préparation de la trousse d'information, contacts auprès des membres en région, des médias, envoi de matériel promotionnel dans les provinces...

De plus la Directrice nationale suit de près les développements des divers dossiers et appuie le travail des membres dans plusieurs comités.

Les employées du bureau sont là pour exécuter les mandats que leur donnent les membres bénévoles, mais aussi pour les informer, leur suggérer des actions possibles. Les employées essaient à la fois d'offrir un soutien technique et de manifester une initiative qui permette au RNAEF de grandir. La collaboration entre les employées du bureau et les membres des divers comités est essentielle; l'évaluation des tâches et des besoins en ressources humaines est capitale et c'est un travail qui a été amorcé et qui sera continué par le comité exécutif.

Ce qui est très positif maintenant, c'est que les employées sentent la présence des membres bénévoles et qu'ensemble elles forment une équipe plus cohésive. C'est donc en équipe que nous participons à l'essor évident du RNAEF, qui sera couronné cette année, par l'assemblée générale annuelle et le colloque au Nouveau-Brunswick. Nous espérons vous y rencontrer!

Les dossiers du RNAEF

Les membres du RNAEF ont priorisé les dossiers qui suivent pour l'année '87-'88. Nous avons cru bon vous donner un aperçu de ce que comprennent ces dossiers de même que là où en sont les démarches entreprises pour chacun de ces domaines. Il est entendu que ces dossiers exigent un travail à long terme, mais nous croyons sincèrement que le RNAEF contribue à faire avancer les choses.

LE RECRUTEMENT:

Ce dossier représente sans aucun doute une priorité pour le RNAEF. L'organisme ne peut être représentatif des femmes francophones du pays, qu'en les comptant parmi ses membres! A la suite d'un atelier offert aux membres du Comité national, en novembre dernier, celles-ci décidaient d'entreprendre une campagne nationale de recrutement. Ayant pour thème "AVEC TOI, CA PEUT CHANGER!", cette campagne vise à recruter des membres de toutes les provinces du pays, qui travailleront à faire avancer la situation des femmes par le biais de l'éducation.

Marie-Paule Massiéra, du Nouveau-Brunswick, est responsable de ce dossier au Comité national et ses efforts se sont attardés à l'organisation de l'atelier sur le recrutement qui a eu lieu au mois de novembre et à la supervision de la production d'une trousse d'information destinée aux nouvelles membres du RNAEF et aux personnes qui s'y intéressent.

Le recrutement sera supervisé par les représentantes régionales dont vous trouverez les coordonnées à la page 2 du présent bulletin. Si vous croyez pouvoir les appuyer dans leur travail ou si vous désirez de plus amples renseignements, n'hésitez pas à les contacter; elles se feront un plaisir de répondre à vos questions.

PROFIL DE LA FEMME FRANCOPHONE ET L'EDUCATION AU CANADA:

Ce dossier en est un qui aura des incidences sur tous les autres. En effet, qu'il s'agisse d'alphabétisation, de reconnaissance des acquis, ou tout simplement d'accès à l'éducation pour les femmes, il est impossible de dégager des données statistiques concernant les femmes francophones du Canada. S'il est important de remédier à des situations que l'on sait défavorables, il est également primordial de connaître les données qui en dévoilent le portrait véritable. De plus, des statistiques permettront de mesurer objectivement les améliorations apportées et les ajustements nécessaires.

Chantal St-Pierre, présidente du RNAEF, habitant Edmonton, est responsable de ce dossier au Comité national. Les autres membres du comité qui le pilotent sont: Jacynthe Guindon (Ontario), Catherine Picard (Alberta), Paulette Thériault (Directrice nationale). Un travail préliminaire a déjà été effectué par Clémence Mainguy, embauchée l'été dernier. Le comité est présentement à explorer les modalités et la planification de ce projet qui en est un à long terme.

Le RNAEF espère, en menant ce dossier, arriver à présenter des résultats concrets d'ici environ trois ans. A ce moment, il sera enfin possible de mieux cerner les situations spécifiques aux femmes francophones du pays, sans avoir à extrapoler à partir de statistiques concernant l'ensemble de la population!

RECONNAISSANCE DES ACQUIS:

Le RNAEF priorise la reconnaissance des acquis parce qu'il s'agit là d'un dossier extrêmement important pour les femmes. La reconnaissance des acquis c'est, le terme le dit, reconnaître (et faire reconnaître) ses acquis. Qu'ils proviennent d'expériences acquises dans les lieux dits "officiels" ou qu'ils soient la conséquence directe de vécu et de pratique dans la sphère privée (à la maison) ou "non-officielle" (le bénévolat, militantisme), ces acquis constituent des atouts sur lesquels les femmes doivent pouvoir compter si elles désirent parfaire leur éducation ou retourner aux études.

Il est injuste que des personnes, surtout des femmes, ne puissent avancer sur le plan professionnel ou doivent reprendre leurs études à zéro, parce qu'on ne considère pas la somme de leurs expertises.

L'élaboration du portfolio, par exemple, est un excellent moyen pour les femmes de faire le bilan de leur vie active; c'est un processus par lequel une personne tente de démontrer avec preuves à l'appui, la portion des apprentissages qui résulte d'une expérience souvent pratique et qui a rapport avec des cours, des programmes, des emplois précis. Les membres du RNAEF aimeraient rendre cet outil disponible aux femmes francophones du pays.

Ce dossier intéresse tout particulièrement les membres d'AEF/Nouveau-Brunswick, groupe présidé par Jeanne d'Arc Gaudet. Les membres d'AEF/Québec en ont également fait une priorité (Représentante; Joanne Isabel). Nul doute qu'elles arriveront certainement à explorer les moyens de faire avancer ce dossier dans leur milieu respectif, et pour toutes les femmes qui s'y intéressent et qui pourraient en bénéficier.



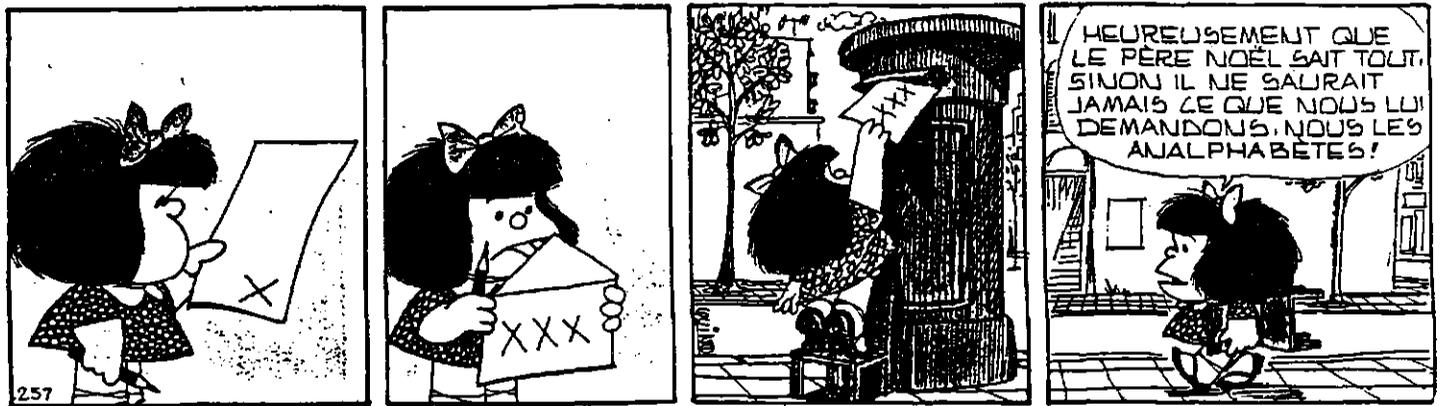
ALPHABETISATION:

On estime à environ cinq millions le nombre d'analphabètes au Canada. Sans en connaître la proportion de femmes francophones, il est évident qu'elles sont nombreuses. On ne saurait traiter d'éducation sans adresser cette problématique. L'UNESCO définit "l'analphabète" comme suit: une personne incapable de lire et écrire, en le comprenant, un exposé simple et bref de faits en rapport avec la vie quotidienne; c'est dire à quel point l'analphabétisme lèse les individus et ce, dans leur vie de tous les jours!

Cécilia Gaudet du Québec, est responsable de ce dossier au Comité national. Pierrette Carrière de l'Ontario et Paulette Thériault se sont jointes à Cécilia afin de mener ce dossier. Il s'agissait d'abord pour le comité, de bien cerner la problématique; vous pouvez lire, à ce sujet, un compte-rendu de la participation de Cécilia Gaudet au Séminaire international sur l'alphabétisation qui a eu lieu à Toronto au mois d'octobre dernier. (pages 8 et 9)

A la suite de cet événement, les membres du comité décidaient de travailler à l'organisation d'un colloque sur l'alphabétisation; cette fin de semaine réunirait des intervenantes, des analphabètes et des personnes intéressées à la problématique. La rencontre est prévue pour l'automne '88. Le but principal est de permettre aux participantes de discuter ensemble de la situation actuelle; quelles actions sont entreprises et que reste-t-il à faire dans ce dossier?

Les participantes pourraient également tenter de solutionner une partie des problèmes existants. Il est très important que la situation des femmes francophones soient éclaircies, face à l'analphabétisme au Canada. Le comité du RNAEF entend donc, par le biais de cette conférence, faciliter une prise de conscience et une amélioration de la situation....



FEMMES ANALPHABÈTES CANADIENNES FRANÇAISES

Pierrette Carrière, intervenante dans le domaine de l'éducation et de l'alphabetisation en Ontario français, nous fait part ici, de ses opinions et commentaires concernant l'analphabétisme chez les femmes.

Issues d'un des deux peuples fondateurs du Canada, les femmes "canadiennes-françaises", se retrouvent aujourd'hui dans chacune des provinces de notre grand pays. Malheureusement, des milliers d'entre elles sont isolées d'une mer à l'autre et submergées dans la "culture du silence". Ces mots sont employés par Paulo Freire, un éducateur brésilien, auteur de La pédagogie des opprimés, 1970, pour décrire le peuple abattu, analphabète, violé culturellement. Est-ce possible qu'au Canada, dans un pays développé, il existe la domination culturelle? J'ajouterais même, la domination des femmes par les hommes? Freire n'a pas remis en question la relation homme-femme, dominant-dominée. Des milliers de féministes du monde entier remettent en question la relation homme-femme, en ce qui a trait à nos rapports socio-économiques et culturels. Serait-ce là la contribution des pays "développés" à la lutte contre l'analphabétisme chez les femmes?

Près de 40% des francophones du Canada sont analphabètes. Considérant ce taux élevé, avons-nous besoin d'une campagne nationale d'alphabetisation populaire conscientisante dans notre pays? Une telle campagne fut lancée en août 1980, au Nicaragua, où le taux d'analphabétisme s'élevait à 50%. Cette campagne, basée sur la méthode conscientisante de Freire, contribuait à diminuer le taux d'analphabétisme au Nicaragua à 13%. L'alphabetisation populaire conscientisante est une éducation du peuple, par le peuple, à partir de ses besoins de résoudre ses problèmes socio-culturels qui entravent sa croissance, sa liberté. Par exemple, un groupe de femmes en Gaspésie ont créé un centre d'hébergement pour femmes violentées; ensemble, elles ont décidé de former un groupe d'appui et de combler leur besoin d'apprendre à lire et à écrire. L'alphabetisation s'est faite en traitant de thèmes pertinents aux femmes battues. A l'heure actuelle, elles rebâtissent leur force collective, réfléchissant à leurs problèmes et trouvent des solutions ensemble.

Nomi Wall, féministe anglophone de Toronto, pose cette question lors d'une entrevue accordée à "Popular Education in Canada": "Avons-nous une bonne compréhension des forces et des contradictions dans notre pays? C'est quoi, la lutte ici? We haven't done our homework", ajoute-t-elle. Bonnes questions. Connaissons-nous vraiment nos femmes analphabètes? Parlons-nous ensemble? Savons-nous où elles sont ces femmes? Pouvons-nous retracer leur histoire et rejoindre les "survivantes culturelles"?

Je nomme survivantes culturelles, les femmes qui habitent dans les paroisses francophones de leur région, parlent français encore aujourd'hui; les femmes francophones en situation de crise dans les prisons, sur les rues, dans les centres pour femmes violentées. Ces centres créés par nos soeurs anglophones, là où il n'y a pas de services en français, dans les hopitaux, les asiles, les ghettos des grandes villes, les écoles des adultes où l'enseignement est toujours académique, froid et loin de la réalité des femmes analphabètes.

En terminant, je cite Debra J. Zakus. Celle-ci nous parle des femmes de l'Amérique Centrale et de leur lutte contre l'analphabétisme. Elle écrit:

"L'une des façons par laquelle un groupe dominant maintient son oppression sur un autre groupe est de ne pas permettre au groupe dominé de créer sa propre connaissance.
Le "National Literacy Crusade" constitue le premier pas, pour des milliers de femmes pauvres du Nicaragua, sur la longue route vers le développement de leur être et de leur pays. Cette action a changé leur vie et elles avancent sur un sentier, pour ne plus reculer. Voici le témoignage de l'une de ces femmes "changées":
"Aujourd'hui, les femmes savent qu'elles sont utiles. Bien sûr, les hommes croient toujours qu'ils sont les seuls à pouvoir être utiles à la société. Dans mon cas, mon mari n'aime rien de ce que je fais. Il croit à ses idées du passé..Mais, nous, les femmes du présent, voyons le besoin de participer...Il dit que c'est de la paresse et que cela ne me mènera nulle part...que je suis une vieille folle. Il m'a même battue... Mais, je continue de croire à mes idées parce que j'ai décidé, que j'ai fait ce choix..." " (1)

Quoi dire? Quoi faire au Canada francophone?...

(1)- Tiré de "Literacy for Poor Women in Central America: A Political Struggle", Debra J. Zakus, Ontario Institute for Studies in Education, Toronto, Ontario. Nous avons traduit ce texte de l'anglais.

Nos représentantes écrivent

SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR L'ALPHABETISATION

Cécilia Gaudet, responsable du dossier alphabétisation au comité national du RNAEF, participait récemment au Séminaire international sur l'alphabétisation "POINT DE MIRE SUR LA PRATIQUE". Organisé par le Conseil international d'éducation des adultes, ce séminaire avait lieu au mois d'octobre dernier à Toronto. Nous reproduisons ici une lettre qu'a fait parvenir Cécilia aux organisateurs de cet événement, de même qu'à divers représentants d'organismes nationaux et au Secrétaire d'Etat, l'Honorable David Crombie.

Au nom du Réseau national d'action éducation des femmes, je tiens à vous féliciter pour l'organisation du Séminaire national et international sur l'alphabétisation. Ce fut une occasion privilégiée pour plusieurs parmi nous de mettre en commun nos préoccupations et nos pratiques en alphabétisation avec un ensemble de participants et participantes de plusieurs pays. J'ai surtout participé, tout au long du séminaire, à l'atelier "femme et alphabétisation". Ce fut très riche comme échange. L'analphabétisme n'est pas un problème exclusivement de femmes francophones mais il est également un problème de femmes. Ce qui m'amène à vous exprimer mon indignation à l'égard de l'absence des femmes francophones, dans l'atelier des femmes. Nous étions deux femmes francophones, deux femmes habitant le Québec. Aucune représentante d'aucune communauté francophone hors Québec.

Bien sûr, dans les autres ateliers, il y avait des femmes sauf que sur l'ensemble des participants et participantes au Séminaire, j'ai surtout remarqué une délégation imposante du Québec, quelques franco-ontariens et ontariennes mais je n'ai réussi à identifier aucune participante des communautés francophones hors Québec. Si tel en est le cas, je trouve cette situation déplorable.

Donc, je ne pouvais passer sous silence cette constatation et je compte sur vous de bien vouloir clarifier cette situation. Je vous recommande également, que, lors d'une prochaine manifestation nationale ou internationale en alphabétisation, vous teniez compte des femmes francophones hors Québec. Le RNAEF serait heureux d'y apporter sa contribution en identifiant des femmes francophones préoccupées et travaillant en alphabétisation, provenant de toutes les communautés francophones du Canada.

Soyez assurés que ces commentaires n'ont nullement pour but de freiner vos projets, mais au contraire, nous croyons que c'est ensemble que nous allons trouver des solutions à ce problème qui afflige une trop grande population de femmes francophones au pays.

Espérant que ces commentaires seront accueillis favorablement, veuillez agréer, Mesdames et Messieurs, mes salutations les meilleures.

Cécilia Gaudet



FORUM NATIONAL SUR L'ENSEIGNEMENT POST-SECONDAIRE

Au mois d'octobre dernier, un forum national sur l'enseignement post-secondaire était organisé par Jeanne d'Arc Gaudet, présidente d'AEF Nouveau-Brunswick y participait et voici le texte qu'elle a rédigé à la suite de cet événement d'envergure.

À l'aube du 21^e siècle, les deux niveaux de gouvernement se concertent et, d'un commun accord, reconnaissent que le temps était venu d'organiser une consultation à l'échelle nationale afin de s'assurer que les systèmes d'enseignement postsecondaire répondent aux besoins de la société canadienne et ce, dans une perspective d'un monde en pleine évolution. L'annonce d'un tel événement fut faite le 30 mars 1987 dernier et le communiqué précisait le but du colloque de la façon suivante: "Le colloque national aura pour objet d'explorer les défis et les perspectives devant lesquels se trouvent les collèges et les universités du Canada au seuil du XXI^e siècle."

La machine est mise en marche et on procède à faire le tri des 300 participants et participantes devant provenir de toutes les sphères d'activités du pays: notamment, administrateurs des établissements postsecondaires, professeurs, étudiants, représentants du secteur privé, fonctionnaires, ministres et membres d'associations représentant les minorités visibles. On a voulu aussi tenir compte d'une représentativité équitable des provinces concernant l'ethnie et le sexe de ces participants et participantes. Cependant, j'ai pu constater qu'au Nouveau-Brunswick, les femmes choisies ne représentaient que 25% de la délégation et je dois conclure que ce taux ne correspond pas tout à fait à notre réalité. Toutefois, si je déplore le taux d'absence des femmes pour le N.-B., je me réjouis du taux de participation des francophones; nous étions représentés à plus de 50%. Le but de ce document n'est pas d'entamer une analyse sur la question du taux de participation des personnes mais plutôt de vous renseigner sur la tenue de ce forum et les résultats atteints.

J'ai été invitée à me joindre au rang de la délégation du N.-B. en tant que présidente provinciale d'Action-Education-Femmes et à mon avis, c'est l'évidence de l'importance qu'on accorde à un organisme comme le nôtre. Sans vraiment mesurer ce à quoi on devrait s'attendre, l'ensemble des participants et participantes s'est vu conférer une énorme responsabilité soit celle de jeter les bases d'un nouvel enseignement postsecondaire au Canada afin de l'adapter aux besoins qui se feront sentir au début du prochain siècle. Il en résulte que la question qui trottait dans bien des têtes était à savoir comment en arriver aux résultats escomptés en deux jours d'ateliers. Ceux qui étaient venus sans grand espoir ont changé d'avis car ils se sont vite aperçus que les organisateurs s'étaient acquittés de leur tâche d'une façon remarquable; ce qui a eu pour effet d'en faire une activité couronnée de succès.

1. Les défis et perspectives d'avenir en enseignement postsecondaire.
2. L'accessibilité à l'enseignement postsecondaire.
3. Le cadre de gestion et de financement de l'enseignement postsecondaire au Canada.

D'aucuns seront d'accord pour vous dire que c'est le thème de l'accessibilité qui a suscité le plus grand intérêt de la part des personnes présentes et qui a donné lieu à des échanges très animés et parfois même passionnants. Je puis affirmer que c'est le domaine qui m'a davantage intéressée puisqu'il adressait toute la problématique de l'accessibilité des femmes à l'enseignement postsecondaire.

Michèle Fortin, l'auteure du fascicule qui devait servir à alimenter les échanges sur l'accessibilité, déclarait dans son allocution d'ouverture:

"Il est possible d'élargir encore l'accès au secteur postsecondaire de façon à y accueillir en plus grand nombre les autochtones, les étudiants étudiantes à temps partiel, les handicapés, les femmes et ceux ou celles dont le domicile est très éloigné de tout établissement postsecondaire."

Quelques constats ont servi à enrichir les discussions. Par exemple:

- Le taux de participation des femmes dans le groupe d'âge 18-24 ans et le nombre absolu des inscriptions à temps complet ont crû au point d'être présentement équivalents à celui des hommes.
- Les francophones hors Québec ne semblent toutefois pas avoir accompli des progrès aussi importants que ceux du Québec.
- La clientèle à temps partiel s'est accrue de 83% depuis 1972 et de façon générale la clientèle est composée en grande partie d'étudiants adultes et les femmes y sont surreprésentées.
- Le manque de ressources pour faciliter l'accès aux étudiants, étudiantes issus des premières nations, les handicapés, les femmes, les autres minorités visibles ainsi que les étudiants étrangers.

J'en ai profité pour intervenir plus particulièrement pour faire valoir les obstacles rencontrés par les femmes qui souhaiteraient poursuivre leur formation afin d'acquérir de nouveaux outils leur permettant d'accéder à un travail plus rémunérateur et, par le fait même, leur permettrait d'aboutir à une autonomie économique.

Suite aux discussions sur le sujet, j'ai demandé que soient inscrites au procès-verbal les considérations suivantes:

- Développer des services de garderie dans les établissements d'enseignement postsecondaire.
- Perfectionner des moyens pour l'enseignement à distance pour permettre aux femmes qui le désirent de poursuivre leur formation chez elles.
- Développer des systèmes de prêts et bourses convenables pour les femmes adultes voulant retourner aux études.
- Mettre en oeuvre des services de counselling pour les femmes désireuses de poursuivre leurs études.
- Créer des services permettant de diffuser de façon efficace toute l'information qui inciterait les femmes à faire un choix plus judicieux de leur carrière future.
- Mettre en marche des systèmes de bourses spéciales pour encourager les femmes à choisir un domaine d'étude non traditionnel.
- Elaborer des politiques et des procédures qui permettraient aux établissements d'enseignement postsecondaire de reconnaître les acquis expérimentiels des femmes.

Tant et aussi longtemps que les femmes et les hommes ne jouiront pas également des mêmes droits et avantages éducatifs, économiques, politiques dans la société, on serait malavisé de parler de supériorité ou infériorité des femmes et des hommes. C'est attribuer à la différence sexuelle ce qui est explicable par le statut inférieur des femmes et ceci constitue une erreur épistémologique.

Somme toute, je dirais que le forum de Saskatoon fut une expérience des plus enrichissantes. Même si on n'a pu faire l'unanimité sur toutes les questions, le consensus fut atteint sur un nombre de questions, notamment:

- Les universités et collèges doivent changer pour s'adapter plus rapidement à l'évolution technologique.
- Il faut prêter plus d'attention au développement des possibilités d'apprentissage à vie.
- La section de l'enseignement postsecondaire a besoin d'une notion plus claire de ses objectifs.
- Le besoin de développer une stratégie nationale articulée, les mécanismes et procédures restant à être déterminés.
- Le besoin de palier à l'insuffisance du financement de l'enseignement postsecondaire.
- Le besoin d'assurer un suivi à ce forum.

En terminant, j'aimerais féliciter les organisateurs de ce forum qui nous ont permis de faire une mise en commun et d'apporter à une table de concertation nationale nos préoccupations et, d'exprimer chacun à sa façon, notre vision d'un enseignement postsecondaire qui devrait être accessible à tous les canadiens et canadiennes à la veille d'un siècle nouveau.

Le Programme des langues officielles (PLO) du Secrétariat d'Etat, organisait récemment une journée de consultation auprès des organismes francophones canadiens. Cet événement avait lieu à Ottawa, le 31 octobre dernier. Le RNAEF y était représenté par la Présidente, Chantal St-Pierre, accompagnée de la Directrice nationale, Paulette Thériault. Plusieurs aspects fort intéressants furent dégagés et en voici un bref résumé.

Le programme des langues officielles du Secrétariat d'Etat a deux priorités; la promotion des langues officielles et les communautés des langues officielles. Les organismes présents lors de la consultation ont souligné les réalités suivantes; la majorité des fonds alloués vont au maintien des programmes existants alors que le reste est dirigé vers le développement de nouveaux programmes. On note que les argents servent en majorité, à "bilinguiser" les anglophones puisque sur \$28 accordés par le PLO, \$1 seulement va au développement des communautés francophones du pays. Quant aux femmes, il va sans dire qu'elles sont en rattrapage continu, concernant l'éducation. Voici un extrait d'une lettre que le RNAEF faisait parvenir aux organisateurs de la consultation:

"...Il existe un problème sérieux pour les femmes francophones en ce qui a trait à l'accès aux institutions francophones quel que soit leur palier. Les disparités provinciales en ce qui a trait aux politiques dans l'enseignement sont énormes et aggravent la situation. Nous constatons que les inégalités qui existent présentement en éducation sont inadmissibles compte tenu du fait que nous sommes un pays ayant adhéré à l'UNESCO et que nous avons voté pour les principes visant l'accès élargi à l'éducation. Les femmes francophones sont une population-cible qui ne doit pas être négligée. Que ce soit sous le vocable de ressources humaines, force de travail, potentiel individuel, richesse collective, nous ne pouvons tolérer de nous faire dire et exposer au fait qu'en certaines provinces, nous en sommes à peine à une première génération de femmes scolarisées. La francophonie culturelle nous apparaît alors vraiment comme de second ordre compte tenu des priorités politiques ayant négligé une réalité et ce, depuis trop longtemps.

Le manque de formation et l'isolement que vivent les femmes francophones créent de réels problèmes sociaux. L'analphabétisme, l'assimilation, le manque de garderies francophones et de ressources préscolaires francophones représentent quelques uns de ces problèmes. C'est pourquoi le dossier des langues officielles doit prendre en considération les difficultés spécifiques de ces femmes...

Il est également à noter que si nous voulons développer pleinement nos ressources, nous devons renforcer nos réseaux provinciaux de femmes. Pour ce faire, nous avons besoin d'appui et de support financier tenant compte des réalités socio-économiques des femmes francophones. Nous jugeons les ressources actuellement disponibles comme insuffisantes autant pour le dossier du national que pour les provinces..."

Notons que les organismes nationaux présents à cette consultation en sont sortis plus forts, ayant établi un consensus notamment en ce qui concerne l'augmentation des argents alloués aux communautés des langues officielles, spécifiquement aux communautés de langue française.

Ce genre de rencontre permet aux organismes une consultation auprès des agences gouvernementales mais aussi un meilleur contact entre eux. Forts d'un appui mutuel, les regroupements nationaux francophones ont certainement d'autant mieux défendu leur causes et exprimé aux représentants du gouvernement, leur position quant au financement aux critères bref, au financement d'un programme tel que celui des langues officielles. Les organismes présents se sont ralliés et ont présenté des vues très semblables, ce qui n'a certainement pas échappé aux représentants gouvernementaux: voilà sans aucun doute, l'aspect le plus positif et le plus réconfortant de cette rencontre.

Nouvelles des provinces

Les groupes AEF provinciaux sont invités à soumettre leurs "nouvelles" au comité chargé du bulletin. Vous pouvez le faire en communiquant avec les gens du bureau national, par la poste ou par téléphone. Tout ce qui concerne vos idées, vos projets, les événements que vous désirez promouvoir nous intéresse... Allez-y, utilisez votre bulletin!!!



NOUVELLE-ECOSSE

Mentionnons tout d'abord la victoire de Nadine Boudreau, représentante d'AEF Nouvelle-Ecosse, en tant que candidate libérale pour les prochaines élections provinciales. Nous la félicitons! Elaine Leblanc, qui a pris la relève de Nadine au Comité national du RNAEF, a été embauchée l'été dernier pour effectuer une étude voulant déterminer le besoin d'un cours Nouveau Départ dans cette province.

Elaine a parcouru la province entière, lors de cette étude. La Fédération des acadiens de la Nouvelle-Ecosse (FANE) a des groupes dans chacune des régions de la province et ces groupes travaillent tous à des "dossiers-femmes". C'est donc par le biais de ces groupes qu'Elaine a effectué sa recherche. Les régions visitées sont; Argyle, Clare, Halifax, Pomquet/Harry's River, Richmond et Shétican. Elaine a perçu une ouverture dans certaines régions alors que d'autres semblaient plus fermées. Les francophones y sont parfois dispersés et ne se concertent pas souvent. Elaine conclut que le besoin d'un cours Nouveau Départ existe. Le RNAEF prévoit travailler avec les représentantes de cette province afin de stimuler une concertation provinciale entre tous les comités-femmes afin de dégager des priorités, d'engager une discussion. Ce projet devrait avoir lieu avant l'Assemblée annuelle de la FANE, afin que les recommandations des femmes puissent y être entendues.

Les membres d'AEF Nouvelle-Ecosse semblent très intéressées au dossier alphabétisation et elles entendent y travailler cette année.

ALBERTA (OUEST)

Les membres d'AEF Alberta s'intéressent particulièrement au dossier "jeunes filles". Elles ont déjà travaillé à la planification d'une activité qui aurait lieu en collaboration avec Francophonie Jeunesse Alberta (FJA) et attendent de pouvoir aller de l'avant avec ce projet. Evelyne Hubert, représentante de cette province, entend mettre l'accent sur le recrutement des enseignantes en les sensibilisant au RNAEF. Le travail dans l'Ouest, est énorme puisque les représentantes font face à une certaine apathie de la part des francophones et également au problème de surcharge que vivent les bénévoles déjà impliquées ailleurs.

Les démarches auprès des enseignantes semblent toutefois porter fruit puisque plusieurs d'entre elles sont grandement intéressées par le RNAEF et manifestent le désir de s'y impliquer davantage.

Il est évident que les efforts doivent être placés au recrutement de nouvelles membres et sur la promotion d'AEF afin que le réseau se consolide dans cette province. Les représentantes sont optimistes et comptent beaucoup sur la campagne de recrutement. Un projet fort intéressant a été mis de l'avant par les organismes francophones soit l'embauche d'un coordonnateur ou d'une coordonnatrice qui s'occuperait de s'assurer de la cohésion, de la concertation des actions entreprises.



ONTARIO

Les membres du comité exécutif d'AEF-Ontario sont; Jacynthe Guindon Présidente, Thérèse Martel-Smith Vice-présidente et Francine Robitaille Trésorière. S'ajoutent à ces dernières, le conseil d'administration; ces membres se réunissent régulièrement. Leur dernière rencontre a eu lieu le 15 janvier dernier et elles doivent se réunir à nouveau au mois de février. Voici un résumé de leurs actions.

- Elles étaient représentées à la conférence sur le document "Vers un nouveau paradigme", organisée par le Comité du statut de la femme de l'Association des enseignants et enseignantes franco-ontariens (AEFO). Cet événement tenu les 6 et 7 novembre derniers a servi d'occasion aux membres de présenter AEF.
- Le 23 novembre, les membres rencontraient Madame Carol Westcott, coordonnatrice de l'Unité de l'action positive-Equité en matière d'emploi du Ministère de l'éducation de l'Ontario. Cette rencontre avait pour but de présenter AEF, d'obtenir de l'information sur le programme et d'établir des liens de communication.
- Le 25 novembre, les membres d'AEF rencontraient Madame Sandra Manzig, membre du Conseil consultatif sur la condition féminine de l'Ontario. Cette rencontre a permis aux représentantes d'AEF de présenter l'organisme et visait également à encourager la formation d'un comité francophone au sein du Conseil consultatif. Madame Manzig avait déjà proposé sa création au Conseil et les représentantes désiraient manifester leur appui et offrir leur collaboration en vue de la création de ce comité.
- Envoi de deux lettres d'appui au Réseau des femmes du Sud de l'Ontario; la première concernant la création d'une radio communautaire francophone pour la région de Toronto et la deuxième afin d'appuyer la présentation d'une pièce de théâtre sur la violence; cette pièce est présentée par le comité francophone contre les abus sexuels aux enfants de Métro-Toronto. La lettre visait à encourager la présentation de cette pièce dans les écoles.
- Le 25 janvier, les membres d'AEF-Ontario se joignent au Comité ad hoc des femmes de l'Ontario, lors d'une conférence de presse au cours de laquelle elles demandent à l'Honorable David Peterson, Premier ministre ontarien de clarifier ses paroles; il avait déclaré la semaine précédente, que le gouvernement acceptait l'Accord du Lac Meech tel quel. Les membres d'AEF-Ontario, en collaboration avec l'Union culturelle des franco-ontariennes, présenteront un mémoire au comité parlementaire sur l'Accord du Lac Meech. Cette présentation aura lieu le 22 mars.

Les membres ont également constitué un sous-comité chargé d'élaborer une demande de subvention au Bureau provincial du Programme de la femme, du Secrétariat d'Etat. Ces argents serviront à financer une étude sur l'éducation non-sexiste au sein des écoles francophones de l'Ontario. De plus, elles participent, conjointement avec l'Union culturelle, à l'organisation d'une conférence sur la pornographie que donnera Madame Maude Barlow, dans le cadre de la Semaine internationale des femmes; cet événement aura lieu le 2 mars à 19H30.

Les membres du conseil d'administration ont décidé de tenir, après leurs réunions régulières, des discussions sur des problématiques concernant les femmes. De plus, elles entreprennent une campagne de recrutement dont Madame Monique Yelle sera responsable pour l'Ontario. Vous pouvez entrer en contact avec elle en composant le (613)

Les membres d'AEF-Ontario sont donc très présentes sur la scène provinciale et elles elles sauront sans aucun doute faire grandir les rangs de l'organisme partout en régions.

NOUVEAU-BRUNSWICK

Les membres d'AEF Nouveau-Brunswick travaillent beaucoup au recrutement et les résultats sont déjà probants. Plusieurs nouvelles membres sont venues grandir les rangs de l'organisme récemment et ce n'est qu'un début! La présidente, Jeanne d'Arc Gaudet, a été invitée à participer à une conférence nationale sur l'enseignement post-secondaire, tenue à Saskatoon. Vous pouvez lire ses impressions en pages 9 et 10 du présent bulletin. Comme Jeanne d'Arc le mentionne elle-même, cette invitation ne peut que démontrer la crédibilité d'AEF.

Les membres d'AEF Nouveau-Brunswick ont organisé un atelier, en collaboration avec le Réseau des femmes de cette province; cette session avait pour sujet les stratégies politiques et Madame Madeleine Leblanc en était l'animatrice. Jeanne d'Arc Gaudet a également participé à une consultation organisée par Radio-Canada, concernant leur programmation.

Notons que les membres d'AEF Nouveau-Brunswick seront les hôtes de la prochaine assemblée générale annuelle du RNAEF. De plus, elles sont à organiser un colloque qui sera jumelé à l'assemblée et qui aura pour thème la reconnaissance des acquis expérimentiels des femmes. Il va sans dire qu'il s'agit là d'un projet d'envergure qui exige de toutes des heures incalculables de travail.

Tout d'abord, mentionnons le départ de Lyne Godmaire, membre de l'exécutif, Elle demeure impliquée au sein du groupe AEF Québec. Nous en profitons pour la remercier de ses efforts et pour lui souhaiter la meilleure des chances, quoi qu'elle entreprenne. Lyne est remplacée au comité exécutif par Brigitte Jacques dont vous trouverez les coordonnées en page 2.

Le groupe AEF Québec a été fort actif; les membres ont entrepris une recherche sur la situation de la reconnaissance des acquis au Québec. Françoise Charron est chargée de cette étude qui aidera les membres à mieux situer leur action quant à ce dossier qu'elles ont priorisé. Le rapport sera déposé à la prochaine assemblée générale du RNAEF, en mai '88. Les membres travaillent également au recrutement, qui constitue une priorité. Une rencontre du groupe AEF Québec est prévue pour la mi-mars, rencontre au cours de laquelle seront évalués les résultats de la recherche de même que les démarches entreprises au niveau du recrutement.

Ce qui motive les bénévoles

Lors de l'atelier sur le recrutement ayant eu lieu à la dernière réunion du comité national, l'animatrice a posé la question suivante aux membres; "Quels sont les facteurs qui motivent les femmes à s'impliquer au sein d'un organisme?". Très bonne question. Les éléments suivants ont été nommés par les membres. Des éléments qui peuvent sembler évident, mais que l'on a parfois tendance à perdre de vue...

- * Ouverture d'esprit
- * Partage
- * Objectifs correspondant aux valeurs
- * Briser l'isolement
- * Croire à la cause
- * Sentir le concret
- * Justice sociale
- * Acquérir de nouvelles connaissances
- * Engagement féministe
- * Pouvoir politique
- * Contribution/création originale
- * Connaître les besoins des femmes
- * Se faire des amies
- * Ressourcement
- * S'affirmer comme groupe minoritaire

Il est intéressant de se remémorer ces facteurs de motivation. Lorsque l'on recrute, et après également, il est important de reconnaître et de respecter la diversité des motivations de chacune...

La parole aux jeunes



Danyèle Lacombe a seize ans et fréquente l'école J.H. Picard d'Edmonton. Elle nous livre ici ses commentaires concernant son vécu en tant que francophone minoritaire dans une province à majorité anglophone, soit l'Alberta.

LES AVANTAGES D'ETRE MINORITAIRE

Partout dans le monde, il existe d'innombrables cas de gens qui vivent en situation minoritaire. Par exemple, certaines gens sont minoritaires à cause de leur couleur, d'autres à cause de leur religion, ou leur langue ou même d'un handicap. Ici, à Edmonton, il existe une minorité bien connue: les franco-albertains. Il y a, bien sûr, plusieurs inconvénients à vivre en situation minoritaire dans une si grande ville, mais il reste quand, même, à mon avis, que les avantages sont plus nombreux.

Premièrement, si on compare les francophones du Québec à ceux d'Edmonton, c'est évident que les Québécois semblent beaucoup plus avantagés: ils ont plus de choix dans le domaine de l'éducation, de la culture, des communications, etc... Par exemple, il est possible pour eux de choisir entre plusieurs postes de radio et de télévision et plusieurs films dans les cinémas. A Edmonton, il n'y a pas de choix. Si quelqu'un n'aime pas CHFA, c'est bien regrettable, mais c'est le seul

poste français. Mais, bien sûr, il y a une dizaine de postes en anglais. Il en est de même pour la télévision. Quant aux journaux français quotidiens, il n'y en a même pas. Il n'y a qu'un hebdomadaire de langue française pour toute la province.

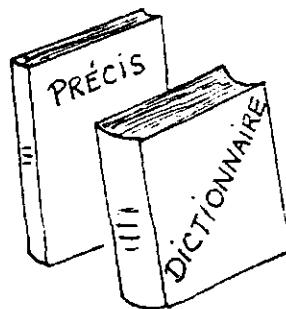
Néanmoins, il y a quand même plusieurs avantages à vivre en milieu minoritaire pour les francophones. Par exemple, leur chance de devenir parfaits bilingues sont souvent meilleures ainsi que leur chance d'obtenir des emplois dans l'avenir. Un autre avantage c'est qu'en étant bilingue, on ne sera jamais mal pris. On peut voyager au Québec, dans les Maritimes, en France, en Angleterre et on n'aura pas de problèmes de communication. Après tout, le français et l'anglais sont les deux langues les plus parlées au monde. On peut donc se considérer chanceux.

Par ailleurs, il y a aussi d'autres avantages à vivre en milieu minoritaire. Il existe un esprit de famille entre les francophones. Lorsqu'il y a des fêtes comme la St-Jean Baptiste, ou des rencontres sociales, tout le monde se connaît. Les francophones d'Edmonton sont proches les uns des autres justement parce qu'il n'y a qu'un théâtre français, une librairie française, une école française et une faculté française. Inévitablement, les gens se côtoient très souvent, sinon tous les jours.

Chacune de ces institutions est très petite. C'est pourquoi les chances d'expériences sont plus nombreuses pour les francophones hors-Québec. Et cela est certainement un avantage inestimable. Par exemple, quelqu'un du Québec ou d'Ottawa qui voudrait écrire un article dans un journal aurait moins de chances parce qu'il y a trop de monde et que la compétition est forte. Mais, en situation de minorité, le journal est toujours reconnaissant d'avoir ce genre de collaboration et cela peut devenir le début d'une carrière pour cet individu. Il en est ainsi pour toutes les autres institutions comme la radio, la télévision, le théâtre, etc...

Enfin, il est certain qu'être une minorité francophone dans un milieu majoritairement anglophone, peut devenir fatigant et décourageant. Mais, l'important c'est de développer un sentiment de fierté et d'éviter le danger de l'assimilation. Car, en fin de compte, selon moi, il y a beaucoup plus d'avantages à être bilingue et minoritaire que d'être unilingue et majoritaire.

La langue française et...



LES ADULTES

Les expressions éducation des adultes et formation des adultes sont rejetées par la Commission de terminologie de l'éducation, même si on les rencontre encore beaucoup. La Commission a plutôt normalisé en 1982, les expressions formation continue et éducation permanente.

Par formation continue, on entend un programme de formation axé sur l'acquisition, l'approfondissement ou le recyclage des connaissances et destiné à toute personne ayant déjà quitté l'école (en anglais: "continuing education").

L'éducation permanente est un projet d'éducation qui a pour objet d'assurer, à toutes les époques de la vie, la formation et le développement de la personne, en lui permettant d'acquérir les connaissances, les habiletés ou les comportements et de développer l'ensemble des aptitudes intellectuelles, manuelles ou autres, qui répondront à ses aspirations d'ordre éducatif, social et culturel. Cela correspond à l'anglais "lifelong education".

Dans un même ordre d'idées, l'andragogie est la science et la pratique de l'aide éducative à l'apprentissage pour des adultes dont la formation générale a été de courte durée.

*Tiré de "Fine Pointe", Volume 3 Numéro 4, publié par le Ministère Québécois de l'Enseignement supérieur et de la Science.

...ET LES FEMMES...

Les changements sociaux qui ont permis aux femmes d'accéder à des postes et positions jusque là réservés aux hommes, ont créé une sorte de "révolution langagière". Avec elle, sont venues les difficultés éprouvées lors de la féminisation des textes. Voici donc quelques lignes de conduite, telles que recueillies dans un document élaboré par le Comité de condition féminine de l'ABPUM de l'Université de Moncton. Les principes de base sont les suivants:

- Utiliser les formes féminines consacrées lorsqu'elles existent.
- Proscrire les formes telles "femme-médecin" et "femme-artiste".

Règles d'accord:

1. Noms épiciènes:
A quelques exceptions près, ces noms gardent la même forme au féminin et au masculin. Seul le déterminant indique le genre.
Exemples: un ou une ministre, une ou un cadre
Remarques: les mots notaire, peintre et poète sont considérés comme épiciènes.
2. Noms terminés par é:
Le féminin s'obtient par l'addition d'un e muet.
Exemples: une députée, une chargée de cours.
3. Noms terminés par l:
Le féminin s'obtient par l'addition d'un e muet et, s'il y a lieu, par le redoublement de la consonne finale.
Exemples: une consule, une officielle, une amirale, une industrielle.
Remarque: le mot conseil est considéré comme épiciène; une avocate-conseil, une ingénieure-conseil.
4. Noms terminés en n:
Le féminin s'obtient par l'addition d'un e muet et, s'il y a lieu, par le redoublement de la consonne finale.
Exemples: une patronne, une gardienne, une chirurgienne, une artisane.
Remarque: le mot écrivain est sujet à controverse; on l'utilise parfois comme épiciène (une écrivain) ou, plus souvent, sous la forme écrivaine.
Les mots suivants sont considérés comme épiciènes: mannequin, marin, témoin.
5. Noms terminés par r:
 - 5.1. Noms terminés par er ou ier:
Le féminin s'obtient par l'addition d'un e muet.
Exemples: une banquière, une menuisière, une financière.
 - 5.2. Noms terminés par eur:
Le féminin s'obtient en général par l'addition d'un e muet.
Exemples: une professeure, une gouverneure, une ingénieure.
 - 5.3. Noms terminés par teur:
Le féminin s'obtient par l'utilisation de trois suffixes: trice, teuse et teure.
Le féminin s'obtient en général par l'addition d'un e muet.
Exemples: une auteure, une metteure en scène, une docteure sauf dans le cas de formes attestées telles une directrice, une chanteuse.
6. Noms terminés par t ou d:
Le féminin s'obtient par l'addition d'un e muet.
Exemples: une agente, une avocate, une marchande, une consultante.
Remarque: les mots camelot, substitut et matelot sont considérés comme épiciènes.

Il est également recommandé de répéter les noms féminins et masculins au lieu d'utiliser une série de parenthèse qui rendent la lecture plutôt fastidieuse. Il est aussi préférable, dans la mesure du possible, d'utiliser les formes assexuées pour éviter le problème des mots masculins employés comme neutres; l'administration au lieu de les administrateurs, le Sénat au lieu des Sénateurs. Voilà donc quelques conseils pratiques qui, nous l'espérons, vous rendront la tâche de l'écriture plus facile.

UNE ___

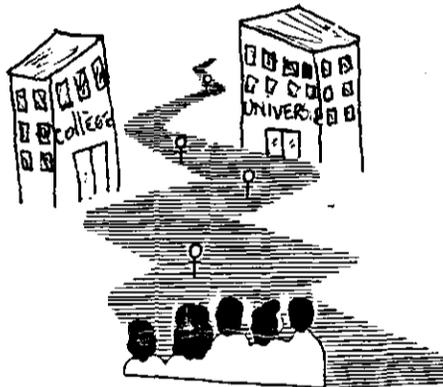
AUTEURE
MATELOT
CAMELOT
AUTEUR
VOCAL
CAMELOT
E
P
O
D
E
P
O
L
I
T
I
C
I
E
N
E
D
É
P
U
T
É
E
M
A
R
C
H
A
N
D
E

Nouvelles en éducation

L'éducation est un domaine qu'il est intéressant de voir évoluer: même si les changements nous semblent parfois prendre place avec une certaine lenteur, il reste que certains développements ou renseignements dénotent un pas de l'avant...Par exemple, SAVIEZ-VOUS QUE...

- Les femmes adultes retournent à l'Université en nombre grandissant et ce, dans les domaines de la science, des arts et des professions. Certaines désirent explorer de nouveaux apprentissages, d'autres ont besoin de nouveaux défis, après avoir élevé une famille. Par exemple, dans les maritimes, une étude effectuée par l'Université Dalhousie, révèle que l'inscription d'étudiants et étudiantes adultes, à temps partiel, augmentera de 40% d'ici la fin du siècle. Les institutions post-secondaires des Maritimes accueillent maintenant 10,400 étudiants adultes dont les deux-tiers sont des femmes. Les femmes font face, malgré tout, à des problèmes importants quand il s'agit de retourner aux études. Ces obstacles sont en grande partie d'ordre financier soit, le peu de bourses disponibles aux étudiantes à temps partiel et les courtes périodes allouées après la graduation pour le remboursement des argent ainsi obtenus. Il ne reste plus qu'à rêver d'une situation où l'accès à l'éducation post-secondaire serait plus simple, pour s'imaginer quel apport les femmes pourraient vraiment amener à la société!

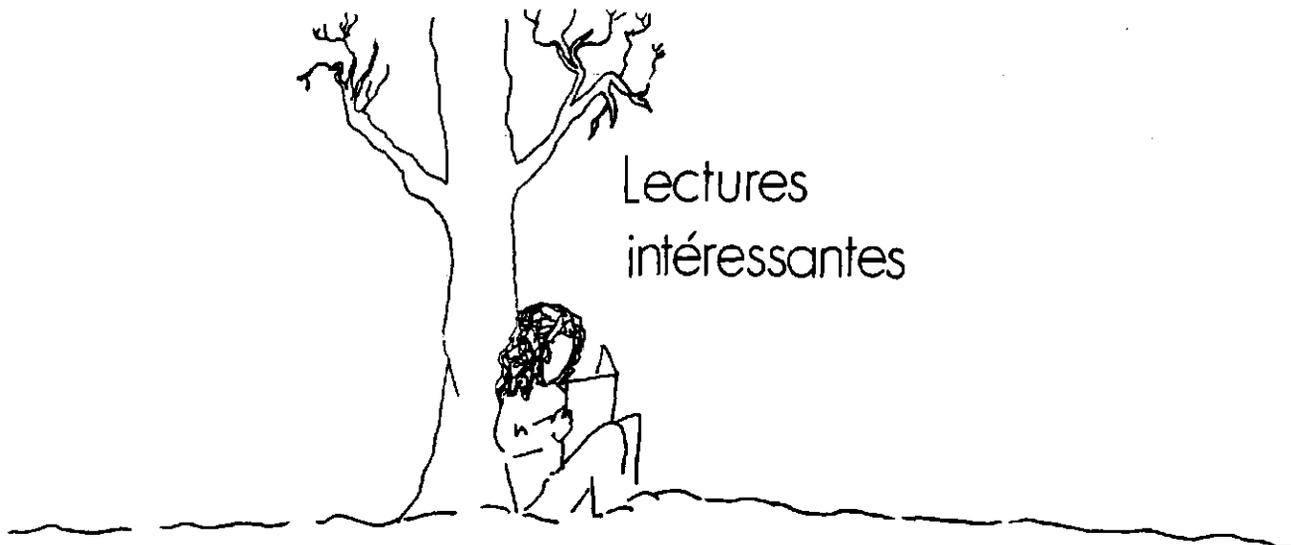
(Tiré d'un article paru dans le Toronto Star, 17-11-87, Page E5.)



- L'Université Concordia, à Montréal vient de recevoir un don de \$250,000. de la Banque de Montréal. Ces argent seront versés, sous forme de bourses annuelles à une femme d'affaire qui désire intégrer le programme de maîtrise en administration des affaires de cette Université. Cette bourse est nommée en l'honneur de Madame Pauline Vanier, première Directrice d'une banque à charte canadienne. Les montants alloués sont de \$20,000. ou \$10,000 par année, pour un programme de deux ans. La bourse sera accordée à une femme qui compte au moins deux ans d'expérience dans le milieu des affaires. La première récipiendaire sera une employée de la Banque de Montréal, parce que la date limite d'application pour 1988-89 rendait impossible la réception des demandes. Voilà donc une très bonne nouvelle pour les femmes d'affaires qui désirent parfaire leur éducation.

(Tiré d'un article paru dans The Gazette, 28-12-87, page A8.)





Lectures intéressantes

AUX EDITIONS COMMUNIQUE'ELLES

L'Annuaire des femmes du Canada 1987: un répertoire des groupes de femmes à travers le pays, près de 2,000 adresses, des rubriques variées, une foule de références pour chaque province et territoire. Un outil indispensable pour les groupes féministes, les organismes communautaires et...pour toutes les femmes du Canada.

Une copie de cet ouvrage coûte \$7.95. Vous pouvez vous le procurer en librairie ou en téléphonant ou écrivant: (Ajouter \$1.00 pour les frais d'envoi)

Les Editions Communiqu'Elles
3585 St-Urbain
Montréal, Qc.
H2X 2N6
(514) 844-1761

LES ARCHIVES CANADIENNES DU MOUVEMENT DES FEMMES

Les Archives canadiennes du mouvement des femmes ont dernièrement mis sur pied un répertoire sur ordinateur des groupes de femmes au Canada. Les groupes inclus sont indexés selon leur emplacement et leur principal sujet d'intérêt ou préoccupation. Vous pouvez avoir accès à l'information selon les ville, province, code postal ou sujet.

Le répertoire a été conçu à l'intention de personnes qui ont peu ou aucune expérience en ce qui concerne les ordinateurs. Vous avez besoin d'un ordinateur IBM ou compatible avec IBM. Le logiciel utilisé est le Dbase III+, mais vous n'avez pas besoin de l'avoir pour utiliser la base de données des Archives.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour commander le répertoire, veuillez communiquer avec Catherine Kellogg à:

Les Archives canadiennes du mouvement des femmes
C.P. 128 Succ. P
Toronto, Ontario
M5S 2S7

Rappelons que, depuis 1977, les Archives récoltent des documents historiques du mouvement des femmes contemporain (à partir de 1960). Les Archives contiennent:

- * des documents de plus de 2,000 groupes, coalitions, conférences, manifestations et événements culturels organisés par des femmes d'un bout à l'autre du pays.
- * plus de 750 périodiques, revues et bulletins de nouvelles publiés par des féministes au Canada.
- * une forte représentation lesbienne
- * bandes sonores, affiches, macarons, photos, diapositives, banderolles et t-shirts.

Les membres de cet organisme soutiennent qu'il nous faut des archives parce qu'elles sont notre mémoire collective, pour fournir aux chercheuses et militantes le matériel nécessaire pour documenter notre histoire et pour que nous puissions fêter nos victoires tout en profitant des leçons du passé. Mentionnant que la "paperasse" féministe est une ressource historique importante, elles vous invitent à leur envoyer la vôtre!

Voici quelques revues et publications qui pourraient vous intéresser. Vous pouvez vous y abonner ou obtenir de plus amples renseignements, en écrivant aux adresses suivantes.

GRUPE DE RECHERCHE MULTIDISCIPLINAIRE FEMINISTE (GREMF)

Le Groupe de recherche multidisciplinaire féministe de l'Université Laval annonce la création d'une nouvelle revue multidisciplinaire qui portera le nom de: RECHERCHES FEMINISTES. Le premier numéro est consacré à LA RECHERCHE SUR LES FEMMES ET L'EDUCATION et sa parution est prévue pour février 1988.

Tarif des abonnements: régulier : 18\$
 étudiant-e-s : 16\$
 institutions : 28\$
 Prix à l'unité: 10\$

Pour se procurer la revue ou pour de plus amples renseignements, s'adresser à:

Recherches féministes
Pavillon de Koninck, bureau 2463
Université Laval
Cité universitaire, Québec
GLK 7P4

ACTION FEMINISTE, Comité canadien d'action sur le statut de la femme, 344 rue Bloor O.,
Bureau 505, Toronto, Ontario, M5S 1W9, (416) 922-3246.

ALPHA-LIAISON, 25 Chemin Chambly, Longueuil, Québec, J4H 3L2.

LA GAZETTE DES FEMMES, Conseil du statut de la femme, 8 rue Cook, 3e étage, Bureau 300,
Québec, Québec, G1R 5J7.

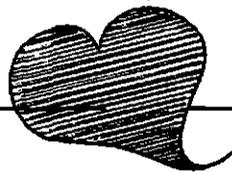
BULLETIN, Institut canadien de recherches sur les femmes (ICREF), 151 Slater, Suite
408, Ottawa, Ontario, K1P 5H3, (613) 563-0681.

FINE POINTE, Gouvernement du Québec, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la
Science, Direction des communications, 1033 rue De La Chevrotière, 19e
étage, Québec, Québec, G1R 5K9, (418) 643-6788.

COMMUNIQUELLES, Les Editions Communiqu'elles, 3585 rue St-Urbain, Montréal, Québec,
H2X 2N6, (514) 844-1761.

Des lectures intéressantes concernant des domaines qui nous tiennent à coeur soit, l'éducation et les femmes. Si vous connaissez d'autres revues et publications qui pourraient intéresser les membres du RNAEF, n'hésitez pas à nous en faire part!

Merci à nos collaboratrices



Le bulletin grandit tout comme le RNAEF. Chaque parution vous révèle une ou plusieurs nouvelles collaboratrices. Elles sont de partout au pays et ont toutes des choses à dire, à leur manière, avec leurs mots. Leur contribution est importante et nous aimerions remercier toutes les femmes qui ont si généreusement pris le temps d'agrémenter ces pages de leurs "grains de sel". Les collaboratrices, ce sont aussi celles qui ont suggéré des noms ou des ressources de toutes sortes, faisant du bulletin un document de plus en plus intéressant. Alors, un gros MERCI à: Evelyn Hubert, Cécilia Gaudet, Chantal St-Pierre, Frédérique Dupuis, Danyèle Lacombe, Esther Désilets, Jeanne d'Arc Gaudet, Pierrette Carrière, Renée Vincent.

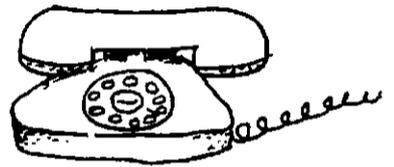
Sources utilisées pour ce bulletin: Le document "La reconnaissance des acquis" de Françoise Charron, Mafalda, no. 4 , p. 24.

Ont participé à ce bulletin: Paulette Thériault, Constance Boudreau, Katie Hamilton, Danyèle Lacombe, Cécilia Gaudet, Jeanne d'Arc Gaudet, Pierrette Carrière et Claire Mazuhelli.

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Canada #ISSN 0827 0139



Le Réseau National Action Education Femmes
50, rue Vaughan
Ottawa, Ontario K1M 1X1
(613) 741-9978



Centre d'Education des Adultes
800 - 506, est rue Ste-Catherine
Montréal (Québec)
H2L 2C7